

Parti Révolutionnaire Communistes

Manuel de formation :
Le système d'exploitation capitaliste

Introduction

La fin du camp socialiste au début des années 90 marque le début d'une nouvelle période de l'Histoire. Doté de nouvelles ressources technologiques, d'une maîtrise consommée des canaux de communication et sans plus de rivaux idéologiques, la classe capitaliste (entendue comme un groupe restreint qui possèdent les moyens de production matériel et immatériel) a accentué sa pression sur les États pour obtenir une quasi-carte blanche dans la régulation des échanges économiques et financiers sur la planète. Cette nouvelle phase du développement capitaliste est souvent nommée ou dénoncée comme *néolibéral* alors qu'il n'y a vraiment rien de nouveau hormis les moyens techniques à disposition.

Si le capitalisme n'a plus d'opposition sous forme d'un modèle socialiste d'économie planifiée, il n'en connaît pas moins des tensions internes. Les premières sont l'effet des concurrences et des rivalités entre capitalistes qui se déploient dans le système impérialiste, pour lequel nous consacrerons une explication plus approfondie dans un paragraphe ultérieur. L'impérialisme n'est pas du ressort d'une seule nation (ou alors cette dernière aurait colonisé le reste du monde), il s'agit bien d'un système de confrontations et d'alliances assez fluctuantes dont les contours s'expliquent par les intérêts à un moment donné des capitalistes des différentes parties du monde. Aujourd'hui, l'affrontement majeur oppose les États-Unis et la Chine et les enjeux ne sont pas ni la démocratie, ni les droits humains mais bien la suprématie dans la sphère de création de valeur d'échange mondial.

L'autre confrontation intrinsèque au système capitaliste demeure : celle entre le Travail et le Capital. Cette évidence – on oserait dire toute biblique – échappe à la perception même d'une partie du monde du travail tant son occultation est le souci constant du capital. D'expérience des auteurs, impliqués dans la formation syndicale militante, cet antagonisme fondateur du capitalisme n'est pas toujours intégré par les travailleurs, pour qui souvent l'exploitation n'est plus à l'ordre du jour mais plutôt la revendication d'une justice sociale aux contours indéfinis. A leur décharge, il s'agit là du fonds de commerce syndical y compris de la CGT.

Le but des pages à suivre est de rappeler quelques bases utiles aux militants. L'analyse de Marx est toujours d'actualité y compris au sujet des questions environnementales. Il s'agit aussi de mener une critique des critiques du *néolibéralisme* dont la radicalité n'est pas la marque. A ce propos, nous reviendrons sur les analyses des dernières « crises » et leurs raisons profondes, en particulier les stratégies du capital et les effets de l'antagonisme Travail/Capital.

Nous espérons que le lecteur conclura de sa lecture de l'actualité de la pensée de Marx et de l'urgence de la mise au centre de la question cruciale de la lutte des classes dont l'occultation partielle est dans le fond le résultat du travail idéologique des tenants du capitalisme.

L'exploitation de la force du travail : le moteur de l'accumulation

L'exploitation de la force du travail ne semblerait plus à l'ordre du jour sous nos latitudes. Si quelques esprits progressistes autorisés s'en alarment, c'est pour dénoncer les conditions du salariat dans les pays en développement dans lesquels, de fait, le prolétariat s'est très fortement développé ces dernières décennies¹. Certains penseurs occidentaux présentés comme radicaux : tels que Deleuze² ont porté l'idée que la classe ouvrière occidentale était intégrée au capitalisme donc perdue pour la Révolution. Et ainsi la question de l'exploitation pour elle ne serait plus d'actualité.

Ce type de raisonnement démontre une incompréhension de la démonstration marxiste du mécanisme moteur du capitalisme : l'accumulation.

Profit et accumulation.

Trivialement, le profit est l'écart entre les coûts engagés dans la production d'un bien (ou service) et son prix de vente, soit sa valeur d'échange sur le marché à un instant donné. Pour obtenir ce gain, le capitaliste a organisé le

¹ John Smith, *L'impérialisme au XXI^e siècle*, Éditions Critiques, 2019

² Gilles Deleuze et Félix Guattari, *L'Anti-Œdipe*, Paris, Minuit, 1972.

travail autour des biens de production qui se caractérisent également par leur valeur d'échange. La différence entre valeurs d'échange des facteurs de production et la valeur d'échange de leur production à la commercialisation fait donc le profit. Par conséquent d'où vient cet écart et que rétribue-t-il ?

Sujet embarrassant, s'il en est, qui a reçu d'hésitantes réponses d'Adam Smith³, Ricardo⁴ et bien d'autres avant que les néoclassiques expliquent, savants modèles à l'appui, que le profit était le revenu du capital au même titre que le salaire était celui du travail, dont les niveaux seraient déterminés par leur productivité marginale respective. Il y a ici un glissement sémantique car « *capital* » signifie alors bien de production (une chose est donc rémunérée, soulignons-le au passage). Ce point de vue se traduit par exemple par les inquiétudes des bonnes âmes (y compris syndicalistes) qui s'interrogent sur la manière de rémunérer dignement des travailleurs dits peu qualifiés, comprendre d'une faible productivité et donc d'un salaire en proportion. Généralement ils en appellent finalement à la solidarité entre travailleurs (par un allègement des charges dites sociales).

Le non-dit dans le modèle néoclassique n'est certes pas modélisable par une quelconque formule mathématique : le profit est un revenu tiré, non pas d'une activité de production pour un marché (c'est-à-dire une création de valeur d'usage possédant une valeur d'échange) mais d'une propriété, en premier lieu celle du capital-machine et également de la propriété de tous les entrants de production notamment la capacité des salariés à créer de la valeur d'échange par leur travail (c'est-à-dire leur force de travail) appliqué à l'outil de production.

La force de travail, une marchandise particulière

Ce sont K. Marx et F. Engels qui ont finalement analysé les questions fondamentales de la marchandise, de la création de la valeur et du processus lui-même d'exploitation capitaliste⁵. K. Marx a montré que la force de travail est une marchandise particulière car sa valeur d'usage est de créer de la valeur d'échange. Son propriétaire, le capitaliste et non le travailleur, s'en réserve l'exclusivité contre salaire généralement proportionné aux coûts de production de cette force de travail (coûts de formation, coût de maintien opérationnel c'est-à-dire santé essentiellement.) La force de travail est pourtant vendue à « *sa* » valeur dont le niveau est déterminé non par des considérations économiques telles que théorisées par les néoclassiques mais par une construction sociale (entendue également comme rapport de force entre classes sociales).

Considérons une économie dans laquelle le salaire journalier est fixé à 70 unités monétaires (u.m.) pour 7 heures de travail. Pour produire journalièrement un bien M vendu 120 u.m., le salarié utilisera 15 u.m. de matières premières et d'outils de production (amortissement). Classiquement, le profit s'établit donc à 35 u.m. ($120 - 85$)

Cependant, avant salaire, la force de travail a produit l'équivalent de $120 - 15 = 105$ u.m. en valeur d'échange soit 15 u.m./h. L'usage de la force de travail produit donc l'équivalent de 4h20 de salaire ($70/15$) et donc les 2h40 restantes sont entièrement au bénéfice du capitaliste. Dans ce processus, il n'y a pas de « *vol* » car la force de travail est effectivement payée à son « *prix* ». Cependant, le profit ne provient pas de la différence entre coût et prix de vente mais bien des 2h40 de « *travail gratuit* » obtenues par le capitalisme par son appropriation de la force de production. A partir de ces constats, force est d'admettre l'existence de l'exploitation de la force de travail et subséquemment de son incarnation, le travailleur, comme condition *sine qua non* d'existence d'une plus-value, définie comme appropriation exclusive du surplus par le capitaliste.

La question centrale : le système capitaliste lui-même

Il est toujours loisible de débattre à l'infini sur le « *juste* » niveau de profit, certes, alors que la question centrale demeure son existence et celle de tout le système qui le justifie et le permet.

Il convient de noter sous peine d'ouvrir inutilement des luttes secondaires que tous les salariés sont logés à la même enseigne. L'ingénieur n'est pas rémunéré à partir du surplus même si son métier participe à son expansion

³ Adam Smith and the classical concept of profit, Scottish Journal of Political Economy : <https://doi.org/10.1111/j.1467-9485.1954.tb00923.x> ; https://fr.wikipedia.org/wiki/Adam_Smith

⁴ David Ricardo : https://fr.wikipedia.org/wiki/David_Ricardo

⁵ Karl Marx, Le capital

(augmentation de la productivité) car il faut considérer dans notre exemple que le salarié représente le collectif de travail qui produit le bien. Le salariat est conçu par Marx comme « *travailleur collectif* ».

Il est symptomatique que le premier grand travail idéologique de la classe capitaliste et des forces politiques qui en sont l'expression fut la réhabilitation du profit. Ce à quoi, se sont attachés tous les gouvernements, y compris dits de *gauche*. Il est certes plus élégant d'énoncer que les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et les emplois d'après-demain au lieu de déclamer que l'exploitation d'aujourd'hui permet l'accumulation de demain et l'exploitation d'après-demain. Le discours s'attache donc à légitimer la pierre angulaire du système capitaliste, quelquefois avec des trémolos moralisateurs et d'occulter ainsi son versant opposé, l'exploitation de la force du travail.

Les formes de l'exploitation du travail salarié.

L'exploitation prend certes des tournures différentes selon les époques, les latitudes et le développement technologique. Un ingénieur de Google n'est pas exploité de la même manière que le gamin africain transformé de force en mineur afin de procurer du *coltan*⁶, nécessaire au premier pour disposer du matériel nécessaire au développement d'applications informatiques.

Le faux débat : coût du travail, coût du capital et partage des richesses

Les notions de « *coût du travail* » et « *coût du capital* » sont intimement liées à une vision des rapports de production basée sur une égalité de responsabilité entre le capital et le travail. Le partage de celle-ci peut être conflictuelle pour la répartition de la richesse produite mais chaque composante doit recevoir sa part et ne saurait mettre en cause le système capitaliste lui-même. Nous retrouvons ici une base de la collaboration de classe.

Le coût du travail.

Cette expression est au cœur de tout le discours officiel, des patrons, experts, journalistes, hommes politiques de gauche et de droite, bref de tous les serviteurs du Grand Capital.

Cette expression désigne habilement ce que les capitalistes sont obligés de dépenser pour rémunérer celles et ceux qui permettent l'accumulation. Ce serait, à entendre les voix autorisées, le seul obstacle au développement économique, la seule cause du chômage et de l'effondrement de la production.

Le coût du capital.

Quelques organisations, comme la CGT, Solidaires ou des forces politiques de *gauche* ont lancé une campagne pour lui opposer le coût du capital. Elles fondent leur argumentation sur le fait qu'entre les années 70 et aujourd'hui la part des richesses (comprenez le PIB) allant au travail a fortement diminué et parallèlement les dividendes versés par les entreprises représentent une part croissante du PIB.

Le point de départ de cette campagne induit une logique de répartition des richesses. C'est d'ailleurs le slogan majeur de toutes les organisations citées plus haut : elles proposent une autre répartition des richesses, que les capitalistes daignent en laisser un peu plus aux salariés ! Cette référence indique bien que le but cherché n'est pas de renverser le capitalisme mais de l'aménager pour le rendre plus équitable selon la vulgate de la CFDT.

Il s'agit d'un gigantesque leurre dont le défaut – et ce n'est pas le moindre – est d'occulter la nature des profits et de focaliser l'attention vers des combats secondaires. De la même manière que l'Union européenne ou le FMI, créations du grand Capital, ne seront jamais au service des travailleurs, le Capital ne lâchera jamais spontanément un peu de lest pour que la vie des salariés soit moins difficile. Tout est affaire de rapport de force en dernier ressort.

En s'en tenant à une lutte de cette nature sans mettre en cause la société capitaliste elle-même, on recule idéologiquement et politiquement. Il faut revenir aux fondamentaux.

La lutte des classes toujours d'actualité.

Contrairement à la vulgate conservatrice, le marxisme ne *prône* pas la lutte des classes, il la constate comme inhérente à l'organisation du capitalisme et comme moteur de l'Histoire. La mise en place d'un Code du travail

⁶ Coltan : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Coltan>

qui aménage *le lien de subordination* du Travail au Capital, la création d'un État social (dit aussi État providence par les conservateurs) ne sont pas le résultat de la bonté patronale mais bien des luttes syndicales ayant jalonné le développement du capitalisme.

Ces luttes et ses résultats, même s'ils paraissent insuffisants et fragiles s'inscrivent parfaitement dans un rapport antagonique entre Travail et Capital autrement dit dans un processus de lutte de classe.

Dans les ouvrages de Marx on trouve bien sûr les termes : ouvrier, classes ouvrière, bourgeoisie, etc. mais c'est à travers sa recherche sur le système de production capitaliste (et au-delà dans sa réflexion sur les révolutions ouvrières) qu'il aborde la question des classes. C'est donc en partant de sa théorie sur le capitalisme, du fil conducteur de cette théorie que l'on peut saisir ce qu'il veut dire. *Le fil conducteur de sa théorie, c'est l'appropriation privée des moyens de production et la division du travail.*

Pour lui, la propriété privée (inscrite en France dans les constitutions depuis la déclaration des droits de l'homme d'août 1789) est le fondement de la division entre le capital et le travail car elle permet l'appropriation privée des moyens SOCIALISÉS de production et d'échange, par des individus, des familles, (Marx met hors de son analyse principale les producteurs individuels, ce qu'il nomme « *petite bourgeoisie* », c'est à dire les propriétaires qui vivent essentiellement de leur travail : artisans, commerçants, paysans parcellaires... petite bourgeoisie déjà en déclin à son époque, au moins en Angleterre).

L'antagonisme de classe.

Cette appropriation privée est à l'origine des deux groupes sociaux fondamentalement antagoniques : les propriétaires des moyens socialisés de production et les salariés (les uns disposent de la propriété, les autres sont obligés de vendre leur force de travail pour vivre). Il y a donc division structurelle entre les salariés et les propriétaires [les capitalistes].

Pourquoi antagonisme de classe entre propriétaires et salariés ? Parce que cette privatisation des moyens de production met le propriétaire en position (dans la chaîne de production) de dominer et d'exploiter les salariés.

Pour Karl Marx, le prolétariat c'est l'organisation en classe des ouvriers et au-delà des salariés (ceux qui ne vivent qu'à la condition de trouver du travail). Cette organisation n'est jamais définitivement gagnée à cause de la concurrence entre les salariés (il y a aussi concurrence entre les fractions de la bourgeoisie pour l'accaparement de la plus-value, ce qui mériterait une autre note). Cette classe se structure à travers ses luttes au quotidien pour résister aux attaques constantes et défendre ses conditions de travail (en particulier les salaires, la durée et l'intensité du travail) et ses conditions de vie.

Marx⁷ insiste sur le fait que ces luttes quotidiennes ne suffisent pas. Au-delà, le prolétariat, classe révolutionnaire, lutte pour conquérir le pouvoir politique. Il a l'objectif de s'attaquer à la propriété et il se constitue en classe en combattant afin de renverser la domination bourgeoise et en luttant pour l'abolition du salariat et pour l'émancipation définitive de la classe travailleuse.

L'abolition du salariat est nécessaire car de fait, il permet l'appropriation de la force de travail qui devient propriété du capital. Or la condition émancipatrice *sine qua non* du Travail est bien de s'approprier sa propre force de travail.

Pour conclure, une belle citation. Marx écrit en 1875 dans sa critique du programme de Gotha⁸ « *le prolétariat est une classe universelle porteuse de l'émancipation humaine* »

Les contre-feux idéologiques à la lutte des classes : la théorie du consensus

Élaborée aux États-Unis, *la théorie du consensus* participe à cette occultation des antagonistes de classes. La société, comme l'entreprise, aurait selon cette vision un objectif commun de bien-être commun excluant donc toute idée de conflit entre classes sociales. La mise en avant d'une « *classe moyenne* » aux contours indéfinis mais en expansion contribue à construire cette image apaisée des relations sociales dans le cadre d'une démocratie

⁷ Karl Marx, Salaires prix et profits : <https://entremonde.net/IMG/pdf/CAHIERS02-Livre.pdf>

⁸ Karl Marx Critique du programme de Gotha, 1875, Éditions sociales, collection Grande Édition Marx et Engels (GEME), 2008

libérale. Le sociologue américain Nisbet⁹ (1959) théorise même la fin des classes sociales (vers la constitution donc d'une grande classe moyenne) du fait de la diffusion de la propriété dans toutes les couches de la population, de la tertiarisation de l'économie et de l'élévation du niveau de vie qui ferait disparaître les strates distinctes de la population.

Cette idéologie traverse l'Atlantique alimentant les colonnes de *l'Express* et les fortes pensées de la « *gauche américaine* » française, moderniste et soucieuse de productivité. La présence d'une « *classe moyenne* » possède la vertu de « *complexifier* » des relations sociales présentées comme moins schématiques que les vues marxistes héritées d'une période historique décrétée révolue. En particulier, la « *classe moyenne* » témoignerait de la possibilité de la mobilité sociale et de l'intégration dans cette classe fourre-tout d'une grande partie du salariat y compris une partie de la classe ouvrière. La vision d'un Bernstein¹⁰ triomphe donc un siècle après le débat qui a traversé la social-démocratie allemande.

Le concept de classe moyenne est en phase avec l'amélioration des conditions de vie d'une grande partie de la population, confondue avec le développement de la société de consommation. Cependant avec la période de moindre croissance qui s'ouvre dans la fin des années 70, la sociologie orthodoxe découvre une autre figure propre à occulter l'exploitation et la lutte des classes : l'exclusion.

Objectivement, la montée du chômage, avec l'apparition d'un chômage de longue durée, l'exclusion de processus de production pour cause d'inutilité d'une partie du salariat jugé insuffisamment qualifiée expliquent la croissance d'un phénomène qui n'était pas pour autant nouveau. Ainsi le notent A. Bihr et R. Pfefferkorn¹¹, l'exclusion est prise comme un fait dont on s'attache à décrire les conséquences mais surtout pas les causes si ce n'est la nécessaire modernisation du système productif.

Le piège identitaire.

MM Dubet et Lapeyronnie¹² dans leur ouvrage : *Les quartiers d'exil*, ont le mérite d'être d'une grande clarté : « *Les conflits du travail et l'entreprise ont laissé place à l'exclusion et à la question de la ville, la ségrégation s'est substituée à l'exploitation. Dans une société duale, la lutte des classes s'est effacée devant les questions de l'intégration et de la marginalité.* »

La question sociale ainsi est déplacée du processus de production vers la cité, en clair la porte est ouverte aux questions « *sociétales* » et à leurs ONG. Car ces analyses ne perçoivent jamais l'exclusion comme une figure nouvelle de l'exploitation (alors que justement la plupart des « *exclus* » sont des « *précaires* » qui participent à la production).

Alors que les penseurs socialistes tel Engels décrivaient la condition ouvrière et le processus concret de son exploitation sur les lieux de production, la sociologie non-marxiste du travail qui s'inscrit dans l'école de « *l'human relation* », s'est construite sur un champ tout autre : la promotion des « *relations humaines* » s'accompagne d'un discours sur la coopération nécessaire de tous pour accroître la productivité. Cette démarche est initiée entre les deux guerres et reprend ensuite. « Tout comme avant-guerre, la fondation Rockefeller¹³ s'est efforcée d'implanter en France une autre conception de la démarche sociologique, l'après-guerre et les années 50 verront également différentes tentatives d'exportation vers l'Europe d'une certaine philosophie des sciences sociales résolument empiriste et dégagée de toute influence marxiste note Loïc Blondiaux¹⁴ (revue française de sociologie juillet septembre 1991).

Cette approche du monde du travail est donc une action idéologique au long cours qui décrit le monde du travail au travers des attitudes individuelles (psychologie) et des interactions entre groupes. Le monde social est perçu comme un rassemblement de groupes (entreprises, ateliers) qui interagissent en concurrence les uns avec les autres pour atteindre des objectifs (d'où l'usage de la métaphore sportive). Cette manière d'aborder la question

⁹ Robert Nisbet : https://fr.wikipedia.org/wiki/Robert_Nisbet

¹⁰ Eduard Bernstein : https://fr.wikipedia.org/wiki/Eduard_Bernstein

¹¹ <https://www.cairn.info/revue-la-pensee-2022-4-page-137.htm>

¹² François Dubet, Didier Lapeyronie ; *Les Quartiers d'exil*, Collection : L'Epreuve des faits, Éditeur Le Seuil, 1992

¹³ Fondation Rockefeller : https://fr.wikipedia.org/wiki/Fondation_Rockefeller

¹⁴ Loïc Blondiaux, *Revue Française de Sociologie* juillet septembre 1991

sociale et de l'entreprise (décrite comme une interaction entre individus plus ou moins coopératifs) exclut d'emblée l'idée de lutte de classe.

Se met également en œuvre une « *self prophecy* » assez savoureuse : l'individu au travail étant au centre des préoccupations d'un nombre certain de psychosociologues, ils en déduisent l'individualisation du traitement du « *management* » (gérant désormais du capital humain) qui lui-même s'appuie sur le travail des psychosociologues pour en déduire la nécessaire prise en compte de l'individu dans leurs actions.

Même la critique du fonctionnement des entreprises, qui se veut contestataire s'arrête en cours de route. Ainsi Gaulejac¹⁵, auteur de *La société malade de la gestion* s'élève contre la perte de sens du travail : « *On inverse les facteurs. L'homme devient ressource pour le développement de l'entreprise* ». Comme si les entreprises, capitalistes, avaient été un jour imaginées pour le développement du salarié et de l'homme en général. L'auteur admet que « *la vieille vulgate marxiste* » de lutte des classes a sombré devant le culte de l'excellence personnelle. Des salariés souffrent donc de leurs conditions de travail, du stress et il n'est pas clairement établi que ces conditions faites aux salariés soient une forme d'exploitation relativement courante.

Les démarches moins « *militantes* » sont tout aussi muettes sur l'exploitation alors qu'il s'agit bien de décrire le travail et ses conditions. Ainsi, dans *Travailler au XXI siècle*¹⁶, ouvrage d'un collectif dans lequel les noms de Mme Méda et M. Wieworka figurent, on peut lire dans l'introduction cette phrase assez stupéfiante « *Une mutation est à l'œuvre, à l'évidence, que le concept de reconnaissance peut désigner, sans que pour autant le projet de modernisation rationnelle des entreprises soit abandonné. La nostalgie guette les plus anciens qui rêvent d'un âge d'or des relations sociales dont on oublie qu'elles étaient pourtant déterminées par l'exploitation et l'aliénation des travailleurs. D'autres s'engouffrent dans la quête éperdue de la réalisation de soi dans et par le travail, etc.* » Ainsi, l'exploitation appartient à une époque révolue car le salarié moderne veut être reconnu : « *Le travail, son contenu et ses modalités sont du ressort des entreprises et des organisations qui, dans le cas français, se montrent peu innovantes. Elles sont pour beaucoup d'entre elles entrées dans l'univers de la compétition mondiale, sans avoir changé leurs modes de gestion et d'accompagnement des salariés* ».

Les sciences sociales « *main stream* » (*grand public*) ont donc participé à l'occultation de l'exploitation y compris lorsqu'elles abordent la question du travail concret, abordée selon le prisme de l'organisation et des attentes des salariés. Le discours « *grand public* » peut certes être critique vis-à-vis des méthodes tayloriennes mais ne remet pas en cause l'ordre de subordination du salarié vis-à-vis de l'entreprise, décrite d'ailleurs comme une organisation et non pas propriété d'une classe sociale particulière.

Politiquement ce type d'analyses, aussi bien sur les attentes des classes moyennes que sur celles des salariés face à « *l'entreprise* » conduit inéluctablement à préconiser des réformes limitées aux traitements des situations dites d'exclusion ou de cercles de qualité dans les ateliers. Bref, des éteignoirs pour toutes perspectives de changements radicaux.

Les efforts idéologiques pour occulter le moteur du capitalisme sont constants. Il s'agit de nier les rapports de classe conflictuels, de masquer l'apport décisif de la force du travail (et non pas du travail) dans la création des valeurs d'usage et par suite de l'aliénation des travailleurs : littéralement le travailleur est rendu « *autre* », il devient force de travail dont il ne jouit pas de la propriété. Les ordinateurs, les trains à grande vitesse, ladite tertiarisation de l'économie ne changent pas vraiment la donne, de fait le contrat salarial conserve le même contenu en termes de subordination et le profit ne se crée pas *ex nihilo*.

Pour autant, le capital doit veiller à conserver un environnement institutionnel et réglementaire propice à l'accumulation avec si besoin se fait sentir, des retournements spectaculaires dont témoignent les dernières décennies avec l'abandon dudit « *consensus fordiste* » et dans les pays où il était développé, le lent et inexorable détricotage de l'État social.

Face à cette évolution de long terme, les questionnements ont été marqués par la pression idéologique du capital.

¹⁵ Vincent de Gaulejac, *La société malade de sa gestion : idéologie gestionnaire, pouvoir managérial et harcèlement social*, Paris, Le Seuil (Économie humaine), 2005

¹⁶ Maelezig Bigi, Olivier Cousin, Bigi Maelezig, Dominique Meda, Laetitia Sibaud, Michel Wiewiorka
Groupe Robert Laffont, 2015

L'obsession néolibérale.

La théorie économique dominante et ses préconisations en termes de politique économique est sous les feux des critiques depuis de longues décennies sans pour autant la faire ciller. Il convient de souligner que le dispositif de débats publics et médiatisés est parfaitement rodé puisqu'en un mot il permet la mise en scène répétée des querelles entre néo-classiques, partisans du « *marché* » et keynésiens, partisans de l'intervention de l'État mais dans le même système capitaliste posé comme indépassable.

La critique avait pris cependant un air de nouveauté quand elle s'est attachée à démonter les dégâts du néolibéralisme, en clair la politique économique menée depuis le retournement de fin des années 70 (Reagan-Thatcher). Théoriquement, il n'y avait rien de nouveau sous le soleil car Friedmann, Lafer, et autre Becker¹⁷ (théoriciens de cette politique économique outrageusement partisane des intérêts du capital) ne font que « *sophistiquer* » l'œuvre walrasienne¹⁸ d'équilibre général ou de l'école autrichienne dont est issu l'ineffable Hayek¹⁹. Toutes ses théories ont été produites avant et après la Première guerre mondiale.

Il est tout à fait loisible de démonter les hypothèses de rationalité de *l'homo economicus*, d'argumenter sur la plausibilité et la calculabilité d'un équilibre général (le jeune J. Attali²⁰ s'y est attelé, c'est dire). Cependant, ce travail, aussi salubre soit-il ne fera pas avancer la compréhension de la science économique car comme l'affirmait Milton Friedmann, un rien cynique, la véracité d'une théorie économique ne se juge pas dans la rationalité de sa construction mais dans les effets de son application. Peut-on dire plus clairement que la discipline économique essentiellement (dans le sens littéral du terme) sert à justifier les mesures de politiques économiques et de conduites des entreprises ?

Pourtant, notamment les « *économistes atterrés*²¹ » déplorent encore et encore les effets néfastes de la politique économique « *néolibérale* » basée selon eux sur une vision erronée des mécanismes économiques. Curieusement, ils ne se posent jamais la question de savoir si un taux de chômage élevé, une dette de l'État en constante progression etc., ne sont pas précisément les buts recherchés. En tous cas, l'objectif des « *économistes atterrés* » est de « *libérer l'économie du néolibéralisme* », un programme qui ne nous renseigne en rien sur les objectifs finaux, d'autant que le terme « *néolibéralisme* » est relativement nébuleux.

En effet, qu'est-ce que ce « *néolibéralisme* » ? Pierre Bourdieu dans un article²² du *Monde diplomatique* s'attache à révéler l'essence du néolibéralisme dans un long article éponyme. Nous y retrouvons toute une analyse pertinente sur la déstructuration des instances collectives (État social, collectif de travail, syndicats, services publics, etc.) car ils font obstacle à la logique du « *marché pur* » selon la visée utopique (selon l'auteur) du néolibéralisme. Curieusement, à aucun moment dans ce long réquisitoire l'auteur n'emploie le mot de « *capitalisme* » (à la place « *le marché* » et plus précisément « *le marché financier* »), ni de « *capitalistes* » (à la place « *des détenteurs de capitaux* ») et il n'y est jamais fait mention d'exploitation (seulement dans le sur-titre de la rédaction du journal) mais de souffrances. Les entreprises seraient elles-mêmes, victimes de ce néolibéralisme car elles doivent, nous assurent P. Bourdieu, répondre aux exigences des marchés. Plus fort, l'utopie néolibérale devient une sorte de « *machine infernale dont la nécessité s'impose aux dominants*. ». Enfin, le sociologue investit l'État, allié aux syndicats et mouvements sociaux, de l'œuvre correctrice nécessaire pour sortir des impasses « *néolibérales* » notamment en contrôlant et imposant les profits réalisés sur les marchés financiers dont l'origine n'est pas interrogée.

Dans le fond la vision d'un Bourdieu rejoint celle des « *économistes atterrés* » : il existe un capitalisme de nature plutôt financière, insupportable dans son œuvre de destruction et il convient de revenir à des pratiques d'un « *doux* » capitalisme, serions-nous tentés de dire, qui accepte l'intrusion de l'État sur les marchés, notamment financier et du travail.

¹⁷ Milton Friedmann : https://en.wikipedia.org/wiki/Milton_Friedman

¹⁸ Walrasian economics : Cambridge University Press september 2009, <https://doi.org/10.1017/CBO9780511510748>

¹⁹ Friedrich Hayek : https://fr.wikipedia.org/wiki/Friedrich_Hayek

²⁰ Jacques Attali : https://en.wikipedia.org/wiki/Jacques_Attali

²¹ Les économistes atterrés : <https://www.atterres.org/>

²² Pierre Bourdieu : <https://www.monde-diplomatique.fr/1998/03/BOURDIEU/3609>

Le néolibéralisme version moderne du capitalisme.

Finalement, qu'est-ce que le néolibéralisme, si ce n'est la version actuelle du capitalisme (qui ressemble à bien des égards à l'ancienne, celle d'avant la parenthèse keynésienne et de l'existence d'un modèle alternatif à l'est de l'Europe). Il s'appuie sur les progrès techniques (informatique, internet) pour redéployer ses stratégies d'accumulation et de circulation du capital et acquiert ainsi assez de force de persuasion pour orienter la politique des États dans le « *bon sens* » (politique dite de l'offre, en clair défiscalisation des profits, privatisation, révision du code du travail).

De fait, à l'instar de P. Bourdieu les « *économistes atterrés* » désirent mettre fin à ce capitalisme-là, désigné par l'euphémisme « *néolibéral* ». Leur manifeste de 2010 préconise l'abandon de la doctrine néolibérale, notamment son hypothèse des marchés financiers efficients. Certes, et alors ? Les mesures proposées sont de facture keynésienne avec une volonté de contrôle des marchés des capitaux (un contrôle de leur mouvement seulement entre l'UE et le reste du monde). Enfin, ils appellent à une refondation de l'Union européenne à partir d'une politique économique dite alternative. En fait, nous ignorons quelle force sociale va porter ces exigences mais il est vrai qu'il s'agit d'économistes faisant donc œuvre d'économie.

Tout ce discours critique à l'encontre du néolibéralisme rejoint *nolens-volens* les assertions d'un Nicolas Sarkozy qui expliquait sans faillir la différence entre un mauvais capitalisme, sans foi ni loi, à base financière et un capitalisme « *bon* » fournissant emplois et croissance au pays (voir discours de Toulon²³).

L'Union européenne et plus particulièrement la zone euro, analysée comme les vecteurs de ce néolibéralisme, mâtiné d'ordo-libéralisme allemand (« *économie sociale de marché* ») focalise les critiques des contempteurs de cette forme-ci de capitalisme. Aussi, il leur est loisible de revendiquer une « *autre Europe* » dotée pour les pays concernés d'un « *autre euro* » voire « *d'un euro social* ». Les plus « *radicaux* », conscients de la nature de l'Union européenne, instrument du capitalisme « *néolibéral* » européen, et par voie de conséquence, de la limite des espérances dans une « *autre* » Europe investissent le champ politique et remettent à l'honneur la notion de souveraineté nationale, apparemment la clé magique pour abattre l'hydre néolibéral. La délibération démocratique est certes primordiale, cependant ses enjeux ne semblent pas d'une grande clarté : revenir à un capitalisme national ? Revenir à une politique keynésienne ? Choisir un taux d'inflation plus conforme aux nécessités de la croissance ?

Le capitalisme demeure un horizon indépassable non clairement avoué et de ce fait, la question des instances politiques et sociales de régulation prend le pas celle de son remplacement par un modèle économique alternatif dans lequel les producteurs de valeur d'usage auraient la maîtrise du système économique. A cet égard, la question grecque a été révélatrice de cet esprit critique limité puisque le seul parti politique grec porteur d'un autre projet hors du capitalisme (le KKE) a été soigneusement ignoré, malgré la pertinence de ses analyses prémonitoires quant à l'issue des négociations ou qualifié de néo-stalinien par Jacques Sapir pour clore toute discussion.

Ainsi, la critique est tout autant orthodoxe que son objet. Se déployant dans le même cadre, elle occulte ce qui en détermine la trame : non pas les inégalités toujours plus criantes ou une politique monétaire « *inefficace* », mais la subordination complète des travailleurs au Capital, gage du bon fonctionnement du système économique selon ses visées du capitalisme.

La question de l'internationalisation des processus productifs et de l'exploitation.

Le néolibéralisme est également critiqué dans les désordres internationaux dont il serait responsable, notamment au travers de la déréglementation en matière de circulation des capitaux.

Pour autant, depuis toujours dans le discours dominant, la division internationale du travail répond à une rationalité appuyée par les lois du marché. Remarquons que cette idée est aussi vieille que le capitalisme lui-même et Adam Smith écrivait déjà à la fin du XVIII^{ème} siècle que les échanges et la spécialisation de la

²³ Nicolas Sarkozy discours de Toulon : https://www.lemonde.fr/politique/article/2008/09/25/le-discours-de-nicolas-sarkozy-a-toulon_1099795_823448.html

production étaient mutuellement avantageux pour les nations. Et Ricardo peu après, expliquait pourquoi il était bon que le Portugal se spécialisât dans la production de vin et le Royaume-Uni dans celle du drap.

En réalité, pour comprendre la division internationale du travail dans le contexte capitaliste, il faut revenir à la nature même du système dont la force motrice est d'accumulation du capital. Cette division internationale, aujourd'hui nommée mondialisation, reflète l'évolution du capitalisme.

Son développement inégal, la libre circulation des capitaux et des marchandises la constitution d'ensembles politiques et économiques intégrés, la communauté européenne par exemple, permettent aux agents capitalistes de déplacer les centres de productions en fonction de la rentabilité espérée du capital. Tout cela dépend évidemment du prix de la force de travail et du degré d'exploitation possible des salariés, mais aussi de leur qualification et des marchés potentiels qui s'ouvrent dans les zones considérées.

Des économistes du Tiers Monde, en particulier en Amérique latine ont dénoncé cette spécialisation des économies qui cantonne les pays pauvres à une spécialisation de fourniture de matières premières ou de sous-traitances et aussi à une vassalisation politique envers les pays développés.

Dans certains cas, seule l'exploitation de la main-d'œuvre est visée pour des productions largement réexportées, c'est le cas, par exemple, pour le Bangladesh qui est devenu un grand producteur de vêtements pour les grandes marques capitalistes. Mais il y a aussi des visées de marché comme c'est le cas avec l'Inde et la Chine dont le développement capitaliste entraîne la constitution de monopoles publics ou privés eux-mêmes en concurrence avec les monopoles existants. Dans cette lutte acharnée pour le profit, les États, soucieux de défendre le « *Capital national* » entendent garder la maîtrise technologique et scientifique leur permettant de dominer leurs adversaires. Dans ces conditions la militarisation de la recherche, son contrôle direct par les grands monopoles est devenu pour eux un enjeu dans le processus de division internationale du travail qui est alors un processus de domination et d'exploitation capitaliste.

Ce développement des processus de production, s'il permet une meilleure maîtrise de l'extraction de la valeur, fait émerger *a contrario* de nouveaux risques comme l'a montré l'épisode de la pandémie Covid. L'intérêt du capital – faussement considéré comme national – ne converge pas forcément avec celui de la Nation. L'industrie pharmaceutique ne rend des comptes qu'à ses actionnaires, par exemple.

Pour rétablir ou maintenir les taux de profits le capital doit peser durablement et fortement sur le prix de la force de travail par la remise en cause des acquis sociaux des salariés là où ils existent et empêcher qu'ils se développent là où ils sont encore quasiment inexistantes. Cependant, malgré la violence des attaques contre les salariés dans tous les pays du Monde, les tendances de la crise de suraccumulation demeurent et la partie la plus visible de cette crise est la financiarisation accrue du capital qui recherche dans la spéculation à accaparer des profits de type nouveaux qui ne semblent pas gager sur une quelconque production de biens ou services marchands.

La financiarisation, le retour.

La financiarisation de l'économie est souvent dénoncée comme le mal endémique du néolibéralisme. Il est vrai que les chiffres donnent le vertige : la valeur des titres financiers au niveau mondial équivaut à plus de deux fois le PIB mondial. Pour un dollar de PIB mondial, 7 sont échangés sur les marchés financiers.

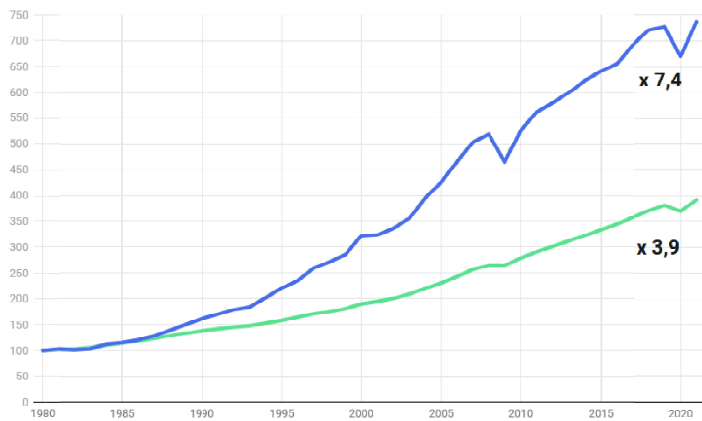
L'autre aspect de la financiarisation de l'économie a trait à la « *gouvernance* » des entreprises avec la (re)prise du pouvoir des actionnaires. Ces derniers privilégieraient leur revenu sous forme de dividendes et par conséquent, toute la production, dans les choix techniques, la rémunération des salariés, le rapport aux fournisseurs et sous-traitants se soumet à cet impératif. Il s'agirait comme le rapporte tous les rapports financiers des entreprises de « *créer de la valeur* », autrement dit, assurer un taux de profit aux propriétaires de l'entreprise (les actionnaires qui peuvent être par ailleurs des personnes morales – fonds d'investissement, de pension, etc.)

Cette exigence finalement n'a rien de bien nouveau mais elle peut d'autant plus être exaucée que les possibilités d'exporter des capitaux sont facilitées et permettent d'investir au bon endroit (voir chapitre précédent).

Évolution du commerce et du PIB mondial

Indice base 100 en 1980

— PIB mondial — Commerce mondial



Lecture : entre 1980 et 2021, le volume du commerce mondial a été multiplié par 7,4

Graphique : Vie publique.fr / DILA - Source : FMI, World Economic Outlook (données d'avril 2022) - Récupérer les données - Créé avec Datawrapper

Le PIB mondial et les échanges commerciaux appartiennent à ce que les économistes nomment « *l'économie réelle* » en opposition au secteur financier.

C'est bien l'économie réelle qui a amorcé la pompe à finance et provoqué à la longue à la fin du XX^e siècle le « **gonflement** » du secteur financier.

Dès la remise en route des marchés monétaires à la fin des années 1960, le secteur financier s'est mis au service des échanges internationaux pour assurer au travers du marché monétaire le paiement dans la bonne monnaie des importateurs/exportateurs. C'est la grande période

des « *euro-dollar* » (dollars détenus par des non-résidents états-uniens) dans un cadre de changes fixes (la spéculation joue alors seulement sur les différents taux s'appliquant sur les différentes monnaies). Par ce biais s'amorce également l'internationalisation du dollar qui s'impose comme monnaie de référence internationale dans le commerce international dans la suite logique des accords de Bretton-Woods (décision de parité fixe du dollar : 35 USD = 1 once d'or soit environ 28 g.)

En 1971, les États-Unis décrètent unilatéralement la fin du système édifié par l'accord de Bretton-Woods afin de sauvegarder ses intérêts capitalistes face à la montée en puissance des concurrences européennes et asiatiques (Japon). Mais ce qui nous intéresse ici, c'est l'effet d'une telle mesure sur les marchés financiers. Dans un environnement désormais marqué par l'incertitude du change, il ne s'agit pas non plus seulement de disposer de devises pour assurer les activités de commerce international mais également de se couvrir contre d'éventuelles dépréciations des monnaies et tout spécialement vis-à-vis du dollar qui demeure la monnaie du commerce international.

Cette incertitude conduit le secteur financier à développer des opérations de couverture pour protéger leurs clients contre la volatilité des cours de monnaie avec des achats/ventes à terme (s'engager à acheter/vendre pour une date future donnée à un taux donné). Rien de vraiment nouveau puisque ce type d'opération est assez courant sur les marchés des matières premières (agricoles, minerais, produits pétroliers) dont les cours fluctuent. Les opérations monétaires liées aux échanges internationaux se multiplient en proportion de l'intensification des échanges mondiaux et deviennent aussi l'occasion d'activités purement spéculatives et très lucratives.

Il serait donc erroné d'emblée de poser une déconnexion totale entre la sphère réelle et financière du développement capitaliste. A moins de considérer que les titres financiers de base comme une action d'entreprise, un titre de dette (obligations), un contrat à terme ou un simple montant monétaire libellé dans une quelconque monnaie sont créés *ex nihilo*. Cette erreur s'explique par la confusion entre la *nature réelle* du titre financier et son *usage* de plus en plus spéculatif.

La titrisation.

La titrisation a paru une nouvelle étape de l'autonomisation de la sphère financière. Généralisée au début des années 80, autorisée en France en 1988 par le gouvernement Bérégovoy, la titrisation pour des acteurs financiers consiste à vendre des créances de toutes sortes (crédits simples, prêts hypothécaires, obligations) pour les sortir de leur bilan et par suite repousser leurs contraintes de distribution de crédit. Les acheteurs sont également des acteurs financiers qui attendent un retour de leurs achats par les flux de revenu tirés du remboursement des crédits.

Initialement les vendeurs assuraient de la qualité de leurs produits en fournissant la garantie d'une bonne notation par une quelconque agence de notation. Puis les vendeurs ont élaboré des produits de plus en plus complexes, de

plus en plus douteux et les acheteurs de moins en moins regardants (bien que certains soient également des vendeurs de ce type de produits...) et les milliers de milliards sont partis en fumée en 2008.

Dans le cas de cette crise spéculative spectaculaire (mais dont aucune leçon n'a été tirée) il serait infondé d'en tirer la conclusion d'une crise liée à la déraison du secteur financier. Si les salariés américains se sont endettés c'est parce que les salaires ont stagné aux États-Unis. Par ailleurs, le laxisme des autorités de surveillance financière s'expliquait sans doute par l'effet dans la sphère réelle des développements des pratiques financières : les secteurs de la construction et de toute sa chaîne d'approvisionnement ont bénéficié de cette euphorie et plus généralement la croissance économique. Une croissance économique certes à crédit mais qui a permis de générer des profits.

Les sommes pharaoniques atteintes par les titres financiers dans la crise de 2008, tout comme celles qui caractérisent toutes surchauffes spéculatives ne sont, pour reprendre les termes de Marx, que du capital fictif. C'est-à-dire de l'argent qui cherche en quelque sorte à se reproduire indépendamment de toute médiation par la marchandise et sa production.

Toutes les bulles spéculatives, que ce soit celle des tulipes aux Pays-Bas en 1637 ou la crise des *subprimes* de 2008²⁴, suivent le même schéma. Les revenus futurs anticipés (sur les tulipes, les biens immobiliers, les actions d'une entreprise high tech, etc.) sont surévalués et cette surévaluation entraîne une hausse des prix du bien convoité et le secteur financier prête volontiers pour l'achat du bien miraculeux. Et quand le futur survient et que les espoirs sont déçus, c'est la débâcle ou plutôt le retour au réel.

Malgré les crises successives et dans l'avenir le système capitaliste en reproduira d'autres, le capital fictif conservera longtemps son attrait. En effet, par rapport au Capital inséré dans les rapports réels de production et de classe, le capital fictif permet d'échapper ponctuellement à la loi d'airain de la baisse tendancielle du taux de profit. Les grands fonds d'investissement privés ont prospéré dans ce secteur, pour autant, ils placent aussi des fonds dans le secteur réel et impriment leur marque sur la gestion des entreprises sans se donner la peine d'en prendre le contrôle. Il suffit de la menace de sortir du capital d'une entreprise pour faire revenir à la raison ses dirigeants.

Par analogie, les États sont attentifs aux cours de leur obligations sur les marchés et aux notations des grandes agences internationales. Il semblerait donc que le *capitalisme financier* soit devenu depuis quelques décennies la nouvelle figure de la domination capitaliste. Mais que couvre ce concept ? Lénine définit le capitalisme financier comme l'alliance entre le capitalisme industriel et le capitalisme bancaire, le mariage donc du capital et du capital fictif.

Pour préciser l'étape de l'histoire du capitalisme que nous traversons, en ligne avec cette analyse, Gérard Duménil et Dominique Lévy²⁵ précisent : « *le néolibéralisme est une étape du capitalisme, la dernière en date, dont le trait principal est le renforcement du pouvoir et du revenu de la classe capitaliste. Une affaire d'institutions financières et de classes. Ce rétablissement est le fait d'une entité sociale hybride, que nous avons baptisée la finance.* » La finance, tant décriée, n'est rien d'autre pour eux que la fraction supérieure de la classe capitaliste et ses institutions financières. Et ils remarquent que cette hégémonie *financière* a déjà un antécédent entre le tournant du XX^e siècle et la crise de 1929.

Cette interprétation donne un tout autre sens à la *financiarisation* de l'économie, dénoncée même par un Président de la République française, il est vrai... qu'après la grave crise de 2008. Quand, à longueur de rapport annuel d'une quelconque entreprise, les rédacteurs insistent sur la « création de valeur pour l'actionnaire », leur préoccupation est bien de démontrer leur alignement sur les exigences de revenus de la *finance*. Et par suite, une croissance des profits en rapport avec leurs visées qui nécessitent une extraction plus importante de valeur d'échange du Travail.

²⁴ Crise des tulipes ; des subprimes

²⁵ <https://www.cairn.info/revue-actuel-marx-2006-2-page-24.htm> ;
https://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=TE_142_0099

Un autre aspect est à prendre en compte dans l'extraction (ou création) de valeur : la valorisation du patrimoine capitalistique, car plus l'entreprise (comprise comme le collectif de travail) montre sa capacité à dégager des profits, plus les rendements futurs attendus sont brillants, plus le droit de propriété (l'action) se valorise.

Finalement, la *financiarisation* n'a rien de vraiment original dans la structuration du capitalisme telle qu'elle s'est dessinée dans les années 1900-1930. D'une certaine manière, dénoncer la financiarisation, c'est dénoncer le capitalisme. Pourtant, certains dénoncent la financiarisation et en appellent ensuite à un capitalisme responsable sans sourciller.

Il n'est pas non plus étonnant dans ce contexte de capitalisme *old fashion*, malgré les ordinateurs et l'intelligence artificielle que l'État social entendu comme un État soucieux de garantir des services publics et une protection sociale aux populations, soit remis en cause par les politiques souvent dites de l'offre. La *financiarisation* avant-hier comme aujourd'hui attend de l'État qu'il n'assure que les fonctions régaliennes.

La dette, un levier idéologique puissant.

La dette est devenue une préoccupation pour toute politique économique « responsable ». L'Union européenne a mis au cœur de son dispositif des contraintes pour les États membres en ce qui concerne les limites de dettes publiques, largement dépassées lors de la période du « quoi qu'il en coûte » pour parer aux effets de la pandémie. Déjà en 2008 les États n'avaient pas hésité à prendre des mesures de ce type pour sauver le système bancaire plongé dans le plus total marasme. Mais contrairement à nos jours, les États ne se sont pas retournés vers les bénéficiaires de ce bouclier protecteur pour en demander remboursement.

La dette est une arme entre les mains du capital comme nous l'avons souligné précédemment pouvant sanctionner les politiques jugées néfastes en laissant filer les cours des obligations des États fautifs de manque d'orthodoxie. Par suite, les victimes de cette vindicte financière voient leur coût de la dette augmenter ce qui peut les obliger à plus de « rigueur » dans les dépenses, principalement sociales... Ce genre de péripétie est appelée par les commentateurs « *sanction du marché* », évidemment il faudrait plutôt dire « *sanction du capital* ».

Les chiffres donnent un peu le vertige : la dette mondiale (État, particulier et entreprises) s'élève à 240 000 milliards de dollars environ soit 238% du PIB mondial (2022) et la dette publique représente 40% de cette dette. Mais s'il y a dettes, il y a forcément des créanciers. D'après ce qui précède, ces derniers possèdent donc une potentielle fortune colossale et il convient aussi de noter que le montant de la dette privée est pour le moins aussi inquiétant que celui des États.

Cependant la dette publique fournit un levier idéologique d'une grande efficacité. Pour mémoire, en 2006, le gouvernement français avait commandé une étude (à un banquier) sur ce sujet et il suffisait de lire le titre du rapport (rapport Pébereau²⁶) afin d'en comprendre le contenu « *Rompre avec la facilité de la dette publique* ». Glorieuse époque, en vérité, durant laquelle un Premier ministre déclarait l'État en quasi-faillite parce que la dette publique représentait 65% du PIB... aujourd'hui, elle dépasse allègrement les 100% ! Évidemment hier comme aujourd'hui, les commentateurs et les recommandations se focalisent sur les efforts de réduction de dépenses, jamais sur d'éventuelles augmentations de recettes.

Par ailleurs, du point de vue des possédants, ceux qui jugent souvent sévèrement le nombre excessif de fonctionnaires, la dette publique a une vertu : elle permet une redistribution en quelque sorte à l'envers puisque les plus riches peuvent garnir leurs portefeuilles financiers d'obligations d'État sans aucun risque de défaut. Mais il faut juste s'assurer que le cours des obligations ne soit pas affecté par des politiques économiques « *déraisonnables* » (voir précédemment) la boucle est bouclée. Et de fait, la croissance de la dette publique n'est pas un transfert de richesses entre générations (légende de « l'héritage » de la dette à nos enfants) mais entre catégories sociales.

Aussi, une baisse de la fiscalité profite deux fois aux plus riches : directement par la mesure même puis par le placement de sa fortune dans la dette générée par... la baisse de la fiscalité. Baisse de recettes qui se traduira à la

²⁶ Rapport Pébereau : <https://www.vie-publique.fr/rapport/27888-rompre-avec-la-facilite-de-la-dette-publique-pour-des-finances-publiques>

longue par des services publics de moins en moins présents et touchera par la suite davantage les classes populaires.

La dette publique est détenue en France début 2023 par une courte majorité de non-résidents (51,4%) dont deux tiers d'Européens. Il y a donc une certaine concurrence dans l'achat des titres de dettes français, ce qui prouve que la dette fait des heureux.

La dette dite sociale.

Un point particulier doit être développé : la dette dite sociale autrement dit le fameux « *trou de la Sécu* ». L'assimilation de la dette sociale à de la dette publique classique a été impulsée par les soucis de convergence européenne puisque le critère de Maastricht de dette couvre aussi les déficits sociaux.

Ce souci d'uniformisation ignore superbement les histoires sociales nationales car ce n'est pas un hasard si en France, les cotisations sociales financent davantage les dépenses sociales qu'en Grande-Bretagne où le système social est financé essentiellement par l'impôt.

Dans le cas français, ajouter dette des administrations publiques et dette de la Sécurité sociale c'est comme ajouter des choux à des carottes. Contrairement aux discours très répandus (notamment par le MEDEF mais voir aussi la contribution du patron de l'OCDE au rapport Attali qui cause d'abondance de fiscalité sur le travail), une cotisation sociale (y compris une cotisation dite « *patronale* ») n'est pas un impôt sur le travail mais une partie à part entière du salaire. L'introduction de la CSG (20% des recettes et de la CRDS a permis de fiscaliser le financement de la Sécurité sociale, qui est un objectif de long terme déjà annoncé en 1991 dans le Livre blanc sur les retraites²⁷ écrit sous la direction de Rocard. En échos, l'instauration de la CSG a légitimé le discours patronal sur le poids jugé excessif des cotisations sociales (et donc des salaires, à bien y réfléchir).

Finalement, la dette sociale est le résultat d'accumulation de déficit (toujours inférieur à 1% du PIB) liés en grande partie à une politique d'exonérations de cotisations qui ne sont plus entièrement compensées par l'État.

La question lancinante du « *trou de la sécu* » complète un dispositif de remise en cause du modèle social issu de l'après-guerre. Ainsi, la réflexion entamée au début des années 80 sur la crise de l'État providence par la dite « *deuxième gauche* » (Rosanvallon et la Fondation Saint Simon²⁸) confirme le diagnostic libéral (voir les rapports du FMI ou de l'OCDE) pour condamner la Sécurité sociale, incapable de faire face à l'exclusion, pierre angulaire de la réflexion sociale de ce courant de pensée aux affaires durant ces dernières années dans les gouvernements et à la tête d'une grande centrale syndicale. Quelquefois, à les entendre, on se demande même si ce n'est pas la protection sociale qui crée de l'exclusion.

La dette de l'État comme celle de la protection sociale ne posent aucun problème économique insurmontable, ni aujourd'hui, ni demain. Elles légitiment simplement le désengagement de l'État, le détricotage de la protection sociale entendue comme assurance collective des salariés contre les aléas de la vie. La gestion de la dette publique permet aussi par un habile arbitrage entre emprunt et impôts de redistribuer des richesses vers les classes sociales les plus favorisées.

Est-ce utile de rappeler quelle part ont pris les militants progressistes à l'édification de cette architecture de protection sociale ? Dans ce domaine, il faut rappeler l'expression de feu Denis Kessler²⁹ – homme du patronat – qui, ouvertement, expliquait l'objectif de son camp de mettre à bas cette œuvre.

Le climat, encore un levier de pression pour le Capital.

Les études scientifiques montrent des changements dans le climat dont les causes seraient essentiellement d'origine humaine. Tant et si bien que certains se sont autorisés à nommer les dernières périodes de l'histoire naturelle, l'anthropocène, pour marquer cette origine humaine dans les changements du milieu naturel.

²⁷ Michel Rocard livre blanc sur les retraites : <https://www.vie-publique.fr/rapport/32284-livre-blanc-sur-les-retraites>

²⁸ https://fr.wikipedia.org/wiki/Deuxi%C3%A8me_gauche

²⁹ Denis Kessler : <https://blogs.mediapart.fr/republicain/blog/191211/denis-kessler-il-sagit-de-defaire-methodiquement-le-programme-du-cnr>

Cette recherche de la responsabilité dans les affaires climatiques est tout à fait louable pour autant dire que tous les hommes sont coupables, ce n'est qu'aucun ne l'est. Si le développement des systèmes de production depuis le premier quart du XIX^e siècle a aujourd'hui requis de plus en plus de ressources naturelles, de plus en plus d'énergie essentiellement d'origine carbonée (charbon, pétrole), ce n'est pas précisément pour répondre aux demandes des mineurs, des soutiers, des fileuses, etc. en un mot au monde du travail que le Capital a organisé pour ses propres desseins, le Moloch dénoncé par Marx qui engloutit les hommes et la Terre. Il serait sans doute plus exact de dénommer cette période de l'histoire humaine « *capitalocène* ».

Cette histoire de responsabilité n'est pas le cœur de notre sujet bien qu'elle aurait pu jouer un rôle : en cas de popularisation du terme de « *capitalocène* », probablement les grands patrons du CAC40 auraient eu beaucoup de difficultés à tenir des discours au sujet de la croissance durable et du capitalisme vert. Mais le capitalisme est un système total, en capacité de produire et imposer sa vision dans tous les domaines.

Dans les relations internationales.

Les grandes mises en scène des COP n'ont comme seul intérêt de mesurer l'hostilité des deux mondes qui s'y affrontent. D'un côté, les pays développés – et dont les origines de ce développement ont partie liée avec le pillage du monde adverse – clament la nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) et de prendre des mesures drastiques et de l'autre, les pays dits depuis très longtemps en développement qui analysent ces prétentions comme un danger supplémentaire pour leur population déjà fragilisée par la pauvreté endémique et le mal développement.

De plus, la politique économique recommandée par les grandes instances internationales (FMI, Banque mondiale, etc.) pour lutter contre les effets du changement climatique a consisté ces 30 dernières années à introduire davantage de marché dans les mécanismes économiques et de protection des populations et s'est bien gardé d'en demander d'étudier les conséquences sociales.

Dans le même temps, lorsque l'énergie russe n'est plus une option les chefs des États « *vertueux* » de l'Union européenne font le tour des capitales africaines ou plus lointaines à l'instar du chancelier allemand pour dénicher quelques alternatives. Ou encore, exemple frappant par exemple, la Côte d'Ivoire exporte son gaz naturel vers l'Europe et importe des panneaux solaires dans l'objectif louable d'une croissance verte. C'est dommage, d'une part parce que le coût d'un kWh gaz est constitué aux deux tiers par le coût du gaz dont dispose le pays et d'autre part parce que le gaz brûlé en Europe produit autant d'effet de serre que celui brûlé en Afrique, qui, de fait en émet peu.

Comme l'hydrogène est le combustible décarboné présenté comme miraculeux, les responsables des pays développés se tournent encore vers le « *Sud* » pour y explorer les possibilités de produire de ce gaz à partir d'énergie solaire notamment pour ensuite l'exporter vers les zones de consommation occidentale. On a même vu l'Allemagne soudain faire repentance (il était temps !) des exactions génocidaires allemandes en Namibie³⁰.

Ces éléments tirés d'une actualité récente montrent d'une part entre les discours et les pratiques des États développés, surtout européens il est vrai et d'autre part la logique permanente de subordination du « *Sud* » aux besoins du « *Centre* » dans ce contexte dit de transition énergétique ou écologique. Apparemment, en termes de subordination, il n'y aurait pas de transition.

Enfin, dans ce même ordre d'idée, la fameuse transition énergétique, qui en deux mots consiste à remplacer les énergies fossiles par des énergies renouvelables ou du nucléaire (pour une partie de l'électricité) nécessite beaucoup de minerais (cuivre, cobalt, terres rares, etc.) et par conséquent tend à maintenir le partage du monde entre les pays riches en minerais et pauvres en industrie et inversement.

Dans les relations sociales.

A défaut de mettre en lumière les responsabilités du développement du capitalisme, les analyses se focalisent sur les méfaits du productivisme ou du « *croissantisme* » (terme plus approprié dans une économie marquée par la

³⁰ Génocide allemand Namibie : <https://www.bbc.com/afrique/region-56603535>

désindustrialisation) et de la société de surconsommation. Les responsabilités curatives sont renvoyées vers les individus et à la politique des « petits gestes ». Le terme de *sobriété* fait florès et est consacré par les politiques publiques et les communications des entreprises.

Sobriété numérique mais impératif du développement de la 5G, sobriété énergétique mais toujours des capitaux mobilisés pour développer de nouveaux gisements de gaz et pétrole (voir plus haut), etc. A part cela, les pouvoirs attendent beaucoup des citoyens !

L'idée générale qui prévaut à renvoyer la responsabilité aux citoyens, s'appuie sur leur potentiel pouvoir de consommateur et donc sur une vision fallacieuse du marché dans lequel rien ne se passe car comme dirait Marx, le drame se joue ailleurs. Car quel pouvoir détient le consommateur qui dans cas sur 10 est un salarié ? Il y a quand même une dissymétrie entre le consommateur-salarié qui ne choisit pas ce qu'il consomme/produit et le Capital dans le système actuel.

Et à la fin si tous les citoyens sont responsables, alors plus personne ne l'est et par suite, le débat au sujet des contraintes à faire peser sur le Capital est levé.

Pour mémoire, selon Kaldor³¹ le Travail dépense que ce qu'il gagne, le Capital gagne ce qu'il dépense. Et donc, il n'est guère possible d'imaginer une injonction de sobriété au Capital dont le principe moteur réside dans l'autoreproduction du processus de sa propre accumulation. Avec ses mots, Heilbroner³², un économiste américain de l'école keynésienne en 1974 ne disait pas autre chose lors des premiers débats sur les effets des activités humaines sur l'environnement : « *le capitalisme, dépendant de la croissance, ne saurait organiser une économie moins consommatrice en énergie et en matériaux.* » Et d'ajouter d'ailleurs, que les économies planifiées (en régime socialiste) qui n'ont pas des blocages idéologiques liées à la propriété privée (sic) pourraient mieux gérer l'adaptation de leur société industrielle aux enjeux environnementaux...

Cette nécessité se traduit spectaculairement par la tendance du « *capitalisme sans limite* » portée par les dirigeants du secteur des dites « *nouvelles* » technologies, avec leurs fusées, leurs voitures électriques, qui demandent encore et encore du cuivre et autres minerais, leur fumeuse théorie transhumaniste et leur projet martien. Plus sobres, les compagnies pétrolières continuent leurs activités d'exploration en consacrant une part de leurs revenus à quelques activités dans les énergies renouvelables du plus bel effet.

La sobriété, pierre angulaire du discours de transition écologiste ne pèse en définitif que sur le monde du travail, tant il est vrai que les quelques règles qui peuvent peser sur le Capital restent bénignes voire symboliques.

Si dans le rapport Capital/Travail, les préoccupations environnementales sont fortement instrumentalisées par le premier, il en va de même dans l'affrontement entre les grands monopoles capitalistes qui peuvent non pas tant faire assaut de civisme mais que d'en user dans la guerre de position, par exemple afin de disposer des matières premières nécessaires à des techniques moins polluantes et plus rémunératrices, pour le gain de ces nouveaux marchés de biens et services « *écologiques* », etc.

En clair, la transition écologique continue de nourrir les mêmes affrontements consubstantiels au capitalisme et devient un facteur du retour sur le devant de la scène d'un impérialisme des plus brutaux que certains avaient trop rapidement rangé – semble-t-il – au rang des errements du passé.

L'impérialisme, une réalité toujours en action.

L'impérialisme dont il faut taire le nom.

Le capitalisme a atteint son stade suprême dans le dernier quart du XIX^e siècle lorsque les grandes puissances européennes se sont taillé des empires en Afrique et en Asie. Il est utile de rappeler que les guerres coloniales ont fait autant de victimes que le premier conflit mondial. Ce développement s'explique par la nécessité pour le capital d'étendre son champ d'actions en captant de nouvelles ressources. Le colonialisme se pare des vertus civilisatrices ou plus cyniquement de défense de l'intérêt national mais il est assez clair que les États mettent à disposition leurs moyens pour leurs représentants du capital.

³¹ Nicholas Kaldor : https://en.wikipedia.org/wiki/Nicholas_Kaldor

³² Robert Heilbroner : *An Inquiry into the human prospect* – 1974

La formation de l'impérialisme par la concentration du capital, dans un processus de financiarisation (voir supra) et le rôle des États capitalistes ont créé les conditions conduisant au partage et au repartage (le partage n'étant précisément pas définitif) du monde pour les ressources naturelles, les marchés, les voies de communication et l'exploitation de la force de travail³³. Ces partages et repartages ont conduit à deux guerres mondiales dont le résultat est l'affaiblissement de certaines puissances impérialistes autrefois dominantes dont la France, l'Angleterre et l'Allemagne puis la montée hégémonique de l'impérialisme états-unien, aujourd'hui toujours dominant bien que contesté par des puissances émergentes comme nous le verrons plus loin.

Deux guerres mondiales et la décolonisation n'ont pas effacé cette forme de capitalisme de prédation internationale, en particulier avec des enjeux d'accès aux ressources énergétiques et aujourd'hui de minerais, indispensable à ladite transition écologique. La croissance du commerce international témoigne de la permanence de l'impérialisme car elle s'explique par une division internationale des processus de production avec une circulation de biens semi-finis et/ou de biens produits loin des marchés où ils seront finalement vendus.

Il est à souligner que si le nombre d'ouvriers a diminué dans les puissances occidentales, il a en revanche explosé dans les pays dits en développement. Cependant ces pays n'en deviennent pas pour autant des « *nations prolétaires* » face à un « *centre* », dont la population, en dernière analyse, exploiterait ces nations. Il existe dans les pays, dont est issu l'impérialisme, des exploiters et exploités, tout comme il existe de telles oppositions de classes dans lesdites « *nations prolétaires* ».

Le système impérialiste repose sur des convergences d'intérêt entre le capitalisme du centre et la bourgeoisie des « *nations prolétaires* » – bourgeoisie *comprador* comme l'a qualifiée S. Amin³⁴. Le cas de la Chine mérite l'attention car ce pays est largement intégré dans la logique impérialiste de division internationale du travail en offrant une main d'œuvre peu onéreuse. Cette ouverture s'est accompagnée de contrôles des capitaux et de transfert de technologie. Et aujourd'hui la Chine, avec la montée des qualifications de ses travailleurs et la maîtrise de technologies clés, est en mesure de devenir un acteur actif de cet affrontement impérialisme, euphémisé en Occident par les termes de « *rivalité* ».

Il convient de noter que cette « *rivalité* » n'a aucune commune mesure avec la rivalité entre l'URSS et le monde « dit libre » dont le principal marqueur était avant tout idéologique. Après la disparition de l'URSS, il n'est guère étonnant que les idéologues bourgeois proclament la fin de l'Histoire et des affrontements – mais ils visent alors les affrontements idéologiques car le capitalisme a suivi son cours et le monde n'a jamais été autant secoué par des crises internationales profondes et des conflits armés.

La théorie de l'affrontement des civilisations.

Celle-ci a permis de masquer la réalité des désordres mondiaux. Concept initialement états-unien, repris aujourd'hui par les dirigeants de Moscou et Pékin. Le « *choc des civilisations* » a la vertu de camoufler sous des oripeaux spirituels et transcendants des conflits d'intérêts beaucoup plus prosaïques. Du côté de l'Occident, il permet aux États-Unis de reprendre plus fermement son leadership sur l'Union européenne – dans le proverbial partage des mêmes valeurs. Du côté russe ou chinois, il ré-avive un nationalisme à caractère messianique car s'il est louable de mourir pour la patrie, il est admirable de mourir pour une civilisation millénaire.

Alors que le monde se trouve dans une situation de rivalité impérialiste de même nature qu'à l'aube de la Première guerre mondiale, certains l'analysent comme les menées du seul impérialisme des États-Unis dont l'OTAN constitue le bras armé et d'autres comme une agression de régimes autoritaires contre les forces démocratiques montantes dans le monde entier.

État du monde.

Un rapide tour d'horizon du monde, des forces en présence et de leur évolution permet de mieux situer la question. Pour une analyse plus détaillée, il est possible de consulter notre brochure publiée en 2014 : « *Abattre le*

³³ V. I. Lénine, L'impérialisme stade suprême du capitalisme ;

³⁴ Samir Amin : https://en.wikipedia.org/wiki/Samir_Amin

capitalisme, construire le socialisme, tous ensemble pour que ça change ». Notre récente initiative nationale à Paris³⁵ : "*Combattre ensemble l'impérialisme*" fournit un dossier complet des positions de notre parti.

Depuis la disparition de l'URSS, le capitalisme domine le Monde sans partage et dans le même temps est entré dans une période d'aiguïsement des conflits. Le développement même du capitalisme est inégal représentant des différences notables d'un pays à l'autre, d'un continent à l'autre.

À côté des trente pays les plus riches de la planète, cent cinquante sont dits en voie de développement. Parmi lesquels on remarque les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). A eux seuls, ces pays représentent 42% de la population mondiale, 25% du produit intérieur brut mondial et 15% du commerce mondial. Les trente pays les plus riches ne sont pas non plus à égalité et forment des strates de nature différente, le plus important et le plus puissant d'entre eux, les États-Unis. Au-delà de leur richesse propre, de la puissance de leurs monopoles, les États-Unis possèdent les moyens militaires les plus importants sur le plan mondial ainsi que des bases d'interventions sur les cinq continents. Ils dirigent les alliances militaires dont ils ont créé l'ossature à savoir l'OTAN et l'ASEAN pour l'Asie, alliances militaires qu'ils utilisent pour servir leurs intérêts. Si l'Union Européenne représente une part importante de la richesse mondiale, elle est globalement en pleine récession et n'a pas de capacité militaire comparable à celle des États-Unis. Ses forces sont intégrées dans les forces de l'OTAN sous domination américaine.

Depuis que Lénine a publié son ouvrage : « *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* », les processus de concentration des monopoles industriels et bancaires, leur fusion dans une économie mondialisée et financiarisée se sont profondément accentués sans pour autant constituer un super impérialisme sans base nationale. Aujourd'hui les grands systèmes de monopoles contrôlent des pans entiers de l'économie mondiale. Ils possèdent une puissance supérieure à de nombreux États, se caractérisant par une interpénétration des capitaux. Pour autant, ils restent largement dominés par le capitalisme Étasunien, le capitalisme japonais et en Europe par le capitalisme allemand. Même s'ils ont une certaine autonomie vis-à-vis des États, même s'ils agissent pour la mise en place de superstructures sous leur contrôle, les États constituent le cadre qui leur est nécessaire pour réguler l'exploitation de la force de travail et contrôler les moyens de l'expression de la domination intérieure et extérieure.

Face à ces monopoles historiques du capitalisme, émergent de nouveaux concurrents tout particulièrement dans le domaine énergétique et des communications avec ceux constitués en Russie, en Chine en Inde au Brésil... Ces monopoles sont organisés et soutenus par les États qui interviennent vigoureusement pour soutenir leurs propres capitalistes et monopoles. Ainsi l'accès aux ressources naturelles, leur exploitation, leur transport, l'ouverture de nouveaux marchés, la possession de terres comme sources nouvelles de profit et enjeux stratégiques deviennent-ils l'objet d'affrontements violents exacerbés par une crise d'accumulation qui implique pour le capital monopoliste et l'impérialisme dominant d'accaparer des ressources et des moyens des États mineurs ou en développement. Il est évident que dans ces affrontements les puissances régionales ont besoin de l'appui de l'impérialisme dominant tout en essayant de préserver une part de gâteau suffisante pour les exigences de leurs propres capitalistes.

C'est dans ce contexte que l'on peut comprendre la nature des affrontements en cours. Si l'impérialisme états-unien domine encore aujourd'hui, il est de plus en plus contesté par des impérialismes émergents. Et c'est aussi parce que les Peuples luttent pour leur émancipation et pour l'indépendance nationale que les impérialistes ont le besoin absolu de maîtriser ces luttes et de les annihiler.

Le capitalisme mondial se structure en système impérialiste caractérisé par un affrontement de ses composantes pour asseoir sa domination absolue sur les peuples et écarter les autres pour s'assurer la conquête du Monde. C'est cette loi qui a prévalu dans les partages successifs du Monde, dans les processus de colonisation et dans le déclenchement des guerres mondiales et régionales. L'existence de l'URSS et des pays socialistes a considérablement modifié la donne pour l'impérialisme lui restreignant le champ de l'action contre les peuples. Rappelons-nous les luttes pour la décolonisation et l'indépendance, la victoire des peuples chinois, cubain, vietnamien... C'est pourquoi la lutte pour abattre l'URSS a été menée dès sa naissance en 1917, par les États

³⁵ Initiative ensemble contre l'impérialisme : <https://www.sitecommunistes.org/index.php/publications/documents/2715-23-mars-2024-combattre-ensemble-limperialisme>

impérialistes et au tout premier rang les États-Unis. Ces derniers dès la Deuxième guerre mondiale ont poussé à la constitution d'une alliance militaire, l'OTAN, alliance destinée à combattre l'URSS et à s'appropriier son espace, objectif devenu particulièrement clair depuis la chute du système soviétique. Ils ont conduit à la formation d'une entité socio-économique, l'Union Européenne, capable d'ouvrir un nouvel espace aux monopoles tout en muselant les Peuples.

Afin d'illustrer nos propos prenons quelques exemples. La récente intervention militaire israélienne à Gaza, soutenue entre autres par les États-Unis et la France, a été « *justifiée* » par la volonté de détruire le Hamas considéré comme une organisation terroriste. Si elle visait la rupture de l'accord OLP-Hamas pour permettre à Israël de continuer sa politique coloniale expansionniste, il faut aussi noter qu'à la veille de l'intervention israélienne, l'Autorité palestinienne (aujourd'hui reconnue comme État) a signé un important contrat avec le russe Gazprom³⁶ pour la prospection et l'exploitation gazière au large de Gaza. Les monopoles du gaz et du pétrole, les majors américains, se sont évidemment empressés de contrer cette opération et la guerre de l'État sioniste d'Israël contre Gaza est aussi une guerre économique pour la domination de ressources énergétiques. Israël est le bras armé de l'impérialisme américain au Moyen-Orient.

En Ukraine, le mécontentement populaire lié à la politique de l'oligarchie qui pille le pays depuis deux décennies a été mis à profit pour mettre en place un pouvoir fantoche à la solde des États-Unis et de l'UE avec le but avoué d'étendre le champ d'action de l'OTAN aux frontières de la Russie. Chaque jour, les Occidentaux avec l'aide des milices fascistes aidées, entraînées et conseillées par des forces spéciales formées en Lituanie et en Pologne, font monter la pression. Jamais la mer Noire n'a été aussi fréquentée par des navires de l'US Navy et de bateaux espions français. Des manœuvres de l'OTAN menées en Ukraine ont pour objectif d'entraîner la Russie à un affrontement. C'est que la politique russe de développement économique d'un axe euro-asiatique avec la Chine, les ex-Républiques soviétiques d'Asie centrale et l'Inde, constituent aux yeux de l'impérialisme dominant un danger pour sa puissance dans une zone en pleine expansion entendant bien défendre ses propres intérêts. En Irak et en Syrie, il s'agit pour l'impérialisme dominant de détruire les États pour réduire les résistances à la pénétration des monopoles du gaz et du pétrole et de s'en assurer le contrôle complet. Dans ce sens, les interventions contre le groupe de l'État Islamique (EI) ne sont qu'un prétexte pour continuer l'intervention américaine en Syrie et en Irak. Il est intéressant de noter que l'EI a été financé, équipé par tous les alliés des États-Unis au Moyen et Proche-Orient. Il est possible de continuer à citer des exemples en Afrique, en Amérique Latine où l'impérialisme entend maintenir sa fêrule sur les Peuples.

Face à cette situation redoutable d'un affrontement inter impérialiste qui ne se limiterait plus à des guerres régionales, les forces politiques révolutionnaires doivent porter une attention soutenue à la question de l'impérialisme aujourd'hui, à celle de la paix et du désarmement. La liquidation de nombreux partis communistes de par le Monde en même temps que la disparition de l'URSS ont porté un coup terrible au mouvement révolutionnaire. Mais les choses bougent à nouveau. En Europe et aussi dans le Monde de nouvelles organisations politiques révolutionnaires voient le jour. **Notre parti s'inscrit dans ce mouvement et travaille à la reconstruction d'une force politique révolutionnaire rassemblant sur des bases claires de lutte de classe tous ceux qui entendent en finir avec le capitalisme et construire une société débarrassée de l'exploitation de l'Homme par l'Homme, une société de coopération des producteurs et des peuples, une société de paix.**

Conclusion

Il ne peut y avoir d'action révolutionnaire sans bases théoriques. Des révolutionnaires agissant sans compréhension profonde des mécanismes de la société capitaliste ne seraient que des agitateurs stériles. Il nous faut donc apprendre, étudier, comprendre le mouvement de la société, les contradictions qui s'y développent et maîtriser la nature des conditions objectives et subjectives qui permettent ou non un changement révolutionnaire. Nos bases théoriques, ce sont celles que nous ont données les théoriciens du socialisme et que nous résumons par le terme de Marxisme-léninisme.

³⁶ <https://www.lematindz.net/news/13463-hydrocarbures-le-russe-gazprom-veut-prospecter-dans-la-bande-de-gaza.html>